

9 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 9.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 30.

Dép.: 30 — 15 — 7 — 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

DES TRAVAILLEURS.

PARIS, 8 JUIN.

ÉLECTIONS DE PARIS.

Le dépouillement est terminé et la liste des onze affichée depuis ce matin; la voici :

Électeurs inscrits : 414,37. — Votants : 248,372.

| | |
|--|---------|
| CAUSSIDIÈRE, ex-préfet de Police. | 147,400 |
| MOREAU, maire, ancien député de Paris. | 126,889 |
| GOUDCHAUX, banquier. | 107,097 |
| CHANGARNIER, général. | 105,539 |
| THIERS, ex-député. | 97,394 |
| PIERRE LEROUX, économiste. | 91,375 |
| VICTOR HUGO. | 86,965 |
| LOUIS BONAPARTE. | 84,120 |
| LAGRANGE, ex-détenu politique. | 78,682 |
| BOISSEL, ex-député. | 77,247 |
| PROUDHON, économiste. | 77,094 |

Cette liste est un événement. D'une part des noms du parti réactionnaire extrême; de l'autre ceux de la démocratie socialiste la plus avancée. La liste est le produit hétérogène des deux passions en lutte de la population de Paris: la *Résistance* et le *Mouvement*.

Changarnier coudoie Lagrange; Victor Hugo est côte à côte de Pierre Leroux; Proudhon se frotte à Thiers.

La gironde politique, aux eaux basses, et la montagne socialiste se touchent. République rouge et République blanche se heurtent l'une à l'autre.

Le juste-milieu républicain n'est représenté que par Michel Goudchaux. Ce pauvre *National* avait mis en terre une hottée de candidats; hélas! de toutes ses graines il n'en a vu lever qu'une.

Nous le répétons, cette liste est caractéristique de l'animosité avec laquelle se prononcent, à Paris, l'esprit tenace de la conservation et le génie hardi du progrès.

Faut-il l'avouer? Nous osions à peine espérer que trois des candidats de notre liste démocratique figureraient parmi les onze élus. Grâce à l'ensemble avec lequel les électeurs populaires ont agi, la défaite a sa gloire. Courage! Un peu d'union a profité, plus d'union encore, et nos adversaires seront exclus.

Nous avons cité trois candidats heureux de notre liste; il en est un quatrième que nous avons même porté en tête, et qui tient le premier rang parmi les nouveaux représentants du peuple. C'est le citoyen Causidière. Mais l'ex-préfet de police a réuni les votes des démocrates et ceux des réactionnaires. Ce cumul est le résultat de l'habileté avec laquelle il a concilié le soin de sa juste popularité et l'art de ménager les intérêts bourgeois. Par le nombre de voix qui se sont fixées sur lui, M. Causidière est le Lamartine de cette élection nouvelle.

Lors de la proclamation des onze, le nom de Causidière a été salué par de triples applaudissements, celui de M. Thiers a soulevé les hourras réprobateurs d'une partie de la garde nationale, avec accompagnement de sifflets de la garde mobile.

Ce n'est pas sans étonnement que nous comptons les suffrages obtenus par l'ex-prince Louis Bonaparte. Nous aimions à penser que le napoléonisme, cette religion du despotisme, et de la guerre, n'était plus qu'une petite secte de glorieux vétérans. Y a-t-il donc à Paris cent mille électeurs se croyant obligés, par idolâtrie d'un grand homme mort, à donner à l'un de ses neveux, dénué de titres sérieux, la plus belle des distinctions civiques? A Dieu ne plaise! On nous assure que la majorité de ces électeurs a jeté le nom de

Louis Bonaparte, en réponse à la proscription déguisée du gouvernement qui a eu peur d'une goutte du sang de l'empereur. Quoi qu'il en soit, nous avertissons le nouvel élu de mettre de côté ses traditions impériales. La dynastie napoléonienne se résume dans un seul homme et ses cendres sont aux Invalides.

Pendant la proclamation des onze, de fréquents vivats ont été proférés en l'honneur de la *République démocratique et sociale*. Courage, répétons-nous aux travailleurs, notre foi politique se propage dans les masses, elle sera prochainement au pouvoir.

En faut-il une dernière preuve? jetez les yeux sur les noms des quatre candidats non élus qui ont obtenu le plus de voix :

| | |
|-----------------|--------|
| Thoré, | 73,102 |
| Kersausie, | 72,438 |
| Raspail, | 72,975 |
| E. de Girardin, | 70,508 |

Trois de ces noms appartiennent à notre liste démocratique.

Séance de l'Assemblée nationale.

Nous vous faisons grâce de tous les projets de décret qui sont apportés à la tribune, il en pleut. Pas un membre qui n'ait sa petite recette à proposer pour sauver la patrie, et le péril augmente tous les jours.

La discussion du projet de rachat des chemins de fer a été renvoyée à lundi.

Nous terminons cette analyse, faute d'un résultat à enregistrer, en faisant remarquer un petit incident de la séance.

Le gouvernement a demandé à la chambre un crédit de 500,000 francs pour dépenses secrètes. C'est la continuation des fonds secrets dont la République, à ce qu'il parait, ne peut pas plus se passer que les monarchies. En outre, le gouvernement déclarait qu'il y avait urgence. Le parti de la réaction s'est empressé de faire ajourner l'examen du projet relatif à ce crédit qu'il votera, mais il aura taquiné les pouvoirs de la République.

Assez de ces misères.

Les doctrinaires de la République.

Le *Journal des Débats* n'était pas mécontent de la proclamation du maire de Paris; la loi sur les attroupements ajoutée à son plaisir; et il est enchanté de la façon dont le citoyen Marie a défendu cette loi que Thiers et Guizot auraient signée des quatre mains.

Selon ce journal qui s'y connaît, les républicains de la veille se forment; vrai, ils sont d'assez bons sergents de l'ordre public, pour des gens qui n'en ont pas fait leur métier.

L'ordre! Eh! qui donc n'en veut pas? Mais est-ce par des lois de rigueur qu'on l'établit, ou par des mesures qui répondent aux vœux des masses et préviennent leurs agitations?

Intéresser le peuple à la tranquillité par une large satisfaction à ses exigences légitimes, tel est le premier devoir du gouvernement d'un Etat libre. Ce devoir suppose de l'habileté, et mieux encore, de vives sympathies démocratiques. Tel n'est pas le mérite de nos gens. Allez, si le plus grand nombre des révolutionnaires, prodigue de son sang, a arrosé et enraciné notre République, l'arbre de la liberté à ses chenilles qui ont longtemps vécu et vivent encore de ses feuilles.

C'est en vain que le généreux Guinard a jeté à l'avocat Marie ces mots: *Vous déshonorez la République*; il a été rappelé à l'ordre, et l'avocat a continué à parodier ridiculement les discours connus des orateurs

de la royauté. M. Marie est le *doctrinaire* de la commission exécutive.

N'en doutez pas, bientôt nous le verrons, lui et ses pareils, déclamer, à l'exemple de M. Guizot, contre les *passions mauvaises*, formuler la nécessité de l'*intimidation*, de la *répression* et de la *compression*; trois mots si chers à la politique du juste-milieu monarchique. Déjà leurs actes sont dignes du modèle qu'ils ont choisi. Incapables de gouverner le peuple, ils n'ont plus d'autre ressource que de le faire envelopper et charger.

Il va sans dire que le *Constitutionnel* n'est pas en arrière du *Journal des Débats*: peu s'en faut que M. Marie ne soit à leurs yeux un grand homme d'Etat; il pense comme Guizot ou Thiers, et il fait agir comme Gisquet.

Bref, la loi contre les attroupements est votée..... Peuple, sois plus prudent que ces hommes qui voudraient, peut-être, te provoquer à une collision. Sois ménager de ton sang, peuple, et garde-le pour une meilleure occasion, si la chose est nécessaire.

LE DIVORCE.

La commission s'est prononcée en majorité contre le projet de loi, attendu l'*inopportunité*.

Nous avions prévu ce résultat, et nous ajoutons que le motif du rejet ne serait ni une considération religieuse, ni une considération morale, mais une considération tirée de l'économie politique.

Cela a pu sembler un paradoxe; expliquons notre pensée.

Depuis la révolution de Février, la propriété a pris l'alarme. Et, en effet, les mots d'organisation des travailleurs supposent, non pas une spoliation brutale de ceux qui possèdent les instruments de travail, mais une combinaison nouvelle de ces instruments et de leurs détenteurs avec les forces productrices de notre société. Or, la propriété se trouve bien de l'état présent des choses; n'y rien changer est son dernier mot, et l'association lui fait horreur. Qui dit associé, dit copartageant; elle préfère le monopole.

Dès-lors, tout projet qui de loin ou de près effleure la propriété lui semble monstrueux. C'est en vertu de cette panique secrète que l'Assemblée nationale est hostile au projet de rachat des chemins de fer. Une expropriation pour cause d'utilité publique, avec une juste indemnité, lui semble à cette heure une atteinte directe au droit de propriété. Est-ce que le *Journal des Débats* n'a pas traité le ministre des finances de *communiste*?

Or, l'argument subtil des conservateurs en faveur du régime actuel de la propriété, c'est la famille. Il serait trop maladroit de se cramponner à ce qu'on a, et de dire: « Peu m'importe la misère des classes laborieuses, je garde ce que j'ai, j'en veux jouir à moi seul, sans avantager les travailleurs qui font fructifier mon avoir. Mon lot est le bon, je m'y tiens. » Un tel langage serait l'expression crue et cynique de l'égoïsme le plus fiéffé. La propriété est plus cauteleuse; elle se défend comme la pierre angulaire de la famille.

Modifier la propriété, c'est saper la famille par la base.

Respect à la propriété et à la famille, ces deux fondements de l'ordre social!

Nous n'avons pas aujourd'hui à déjouer cette ruse de guerre de l'égoïsme qui abrite son coffre-fort derrière le foyer domestique, afin de le sauver. C'est un tour digne d'Harpagon. Si c'était le moment, nous prouverions que le respect de la famille est compatible avec les mutations que l'organisation des travailleurs exige dans la constitution actuelle de la propriété.

Qu'il nous suffise de constater la solidarité que nos conservateurs établissent entre la propriété et la famille. Toucher à l'une, c'est toucher à l'autre.

Eh bien ! un projet de loi sur le divorce entraîne nécessairement une modification de l'état de la famille. Il ne nous convient pas davantage d'examiner cette question si délicate, nous nous bornerons à déclarer qu'à notre avis l'indissolubilité absolue du nœud conjugal est aussi absurde que l'éternité des vœux religieux. Une telle condition est si fort au-dessus de l'humanité qu'elle en devient inhumaine. Revenons à la propriété et voyons quel a été son jeu.

Un projet de loi sur le divorce lui a paru une brèche par laquelle le législateur, après avoir entamé la famille, oserait pénétrer jusqu'à elle. Tout aussitôt, sans hésiter, la loi a été écartée. Voilà le motif véritable de toutes les opinions contraires au rétablissement du divorce.

Sous la Restauration, c'est l'influence du clergé qui a fait rayer cette loi de notre code civil ; en 1848, ce sont les lévites de la propriété quand même, ce sont les sacristains de la vieille économie politique qui s'opposent à ce que la loi soit réintégrée.

Le clergé avait du moins le mérite d'invoquer des considérations religieuses justifiées par toutes ses traditions. Mais lorsque nos économistes mettent en avant le culte de la famille, ce sont des Tartuffes de morale qui ne songent qu'à préserver la caisse. Idolâtres de la propriété, ils lèvent hypocritement les yeux vers l'autel de la famille. Jésuites en robe courte ; il y en a de toutes les espèces.

LA POUDRE ET LA VAPEUR.

L'association est la traduction politique du sentiment religieux de la fraternité. Or, le principe de l'association entraîne nécessairement une organisation nouvelle du travail.

N'est-ce pas un rêve ? Non. Si l'âme et l'esprit de la société conspirent à le réaliser, cette réalisation, si énergiquement voulue, a son instrument tout prêt, c'est la vapeur.

Chaque fois que l'humanité a un progrès moral à accomplir, son génie découvre les moyens matériels les plus aptes à la mener au but qu'elle se propose. La civilisation rencontre à la fois son idéal et son outil. C'est l'histoire du monde. N'est-ce pas ainsi que vers la fin du moyen-âge, alors que l'esprit de l'homme aspirait à s'affranchir de son lourd esclavage, l'arme de la liberté lui fut fournie par une combinaison chimique ; la poudre fut trouvée.

C'est dans les châteaux, dans la chevalerie, dans les bandes de routiers que résidait la puissance publique divisée, injurieuse aux vilains, rebelle à l'Etat, sous la protection d'une armure à l'épreuve. La poudre fracasse les tours, brise les cuirasses, et le droit de compter sur le terrain se vulgarise. La plèbe à pied défie le cheval, la lance et l'épée ; la valeur personnelle, apanage de corps spécialement éduqués, est dévolue à tout bras.

L'arme démocratise le courage ;

La force publique a son tonnerre.

Ainsi la puissance oppressive échappe aux individus de la caste militaire. Pendant ce temps, l'armée, dont le cadre s'élargit selon la dimension des masses, a pour condition du succès l'habileté des manœuvres ; c'est comme un seul homme qu'elle obéit à l'art du capitaine. L'intelligence et la force atteignent ce maximum d'effets qui provient de la combinaison du nombre et de la direction.

Nous ne ferons pas ici l'épopée de la poudre à canon ; qu'un mot suffise. Lorsqu'une à une toutes les forteresses de la féodalité eurent été ruinées par les armes à feu, lorsqu'enfin le système des grandes armées eut été développé avec tous les perfectionnements de la stratégie et de la tactique, qu'arrive-t-il ? les idées d'affranchissement et de régénération, propagées par cet autre outil qu'on appelle l'imprimerie, font une explosion terrible. C'est la Révolution.

Alors éclatent presque à la fois les coups les plus redoutables des deux engins réunis dans une seule main, celle de la nation. Jamais les projectiles de la pensée ne furent lancés avec des éclairs plus lumineux, avec une vitesse plus foudroyante ; jamais ne retentirent sur le champ de bataille de plus effroyables détonations. L'artillerie et la presse décident à frais communs la victoire. Les trônes sont abattus, les armées rompues et broyées, les capitales forcées. L'ancien régime de l'Europe est percé à jour ou ébranlé par ces deux armes que la France manie sous l'inspiration du génie révolutionnaire.

Enfin la tempête cesse. Tant de barrières renversées, tant de préjugés abolis ont établi un niveau de civilisation, et entre les peuples une fraternité d'idées et d'espérances. Partout la démocratie s'est soulevée, en France elle s'affermi, et la paix régnait lorsque, pour utiliser sa victoire, cette démocratie, dont l'imprimerie et la poudre avaient armé la pensée et le bras, rencontre le télégraphe électrique et la vapeur.

LA VAPEUR.

Nous ne sommes qu'au début de l'application. Déjà ne voyons-nous pas ce que la vapeur prépare ?

Comme la poudre fait succéder aux bandes d'aventuriers les corps nombreux et réguliers, la vapeur substitue au fractionnement des efforts la concentration de l'énergie productive, la discipline des populations ouvrières, les relations administrativement prévoyantes des chefs et des inférieurs.

N'est-ce pas en raison de ces machines belligérantes, douées elles-mêmes d'une vertu de destruction, que le soldat cessa d'être un muscle et devint la partie intelligente d'un vaste ensemble se mouvant avec ordre ? Ainsi les machines industrielles permettent à l'intelligence des ouvriers de s'accuser en dehors du labeur matériel dont ces colosses de fer sont chargés. Leurs aptitudes se caractérisent ; la promotion sur l'atelier devient praticable comme elle le devint sur le champ de bataille.

Et si la poudre, à la faveur de tous les éléments qu'elle rallia, donna à la guerre une puissance incalculable, ne voyons-nous pas dans quelle proportion la vapeur a multiplié les fruits de l'industrie ? L'emploi coordonné de toutes ces machines mettrait la production au niveau des besoins du plus grand nombre.

Association de forces, élévation morale des masses, perfectionnement des procédés, accroissement des résultats, voilà ce que fit la poudre, voilà ce que la vapeur présage.

Ce n'est pas tout. Après avoir amorti les hostilités de château à château, de bicoque à bicoque, comme la vapeur éteint déjà la menue concurrence, le canon, dressé en lignes parallèles sur la frontière des états, renforce la médiation de la diplomatie. Ce n'était plus un jeu que la guerre. La dernière raison des rois ne pouvait se faire entendre sans que les peuples eussent à contribuer de leurs personnes et de leur bourse. La poudre est pour beaucoup dans le système de l'équilibre des puissances, l'artillerie a été une éloquente prédatrice de la paix. Tôt ou tard la vapeur aura sa diplomatie.

En peut-il être autrement ? De même que l'imprimerie rapproche tous les esprits dans le monde de la pensée, la vapeur corrige la géographie du globe, et l'échange des hommes et des choses tend à s'opérer avec autant de célérité que précédemment l'échange des idées. Dès à présent le télégraphe électrique a supprimé dans les communications de l'intelligence humaine, l'espace et le temps. Le Dieu antique qui fait trois pas et touche aux bornes de la terre, c'est l'esprit de l'homme.

APPLICATION AUX BARBARES.

Reste une dernière comparaison entre les effets de la poudre et ceux de la vapeur.

On a souvent désigné les classes laborieuses sous le nom de Barbares. Nous l'acceptons sans rougir. Selon les desseins de la Providence, les Barbares se ruèrent sur une société lorsqu'au delà du progrès, compatible avec sa constitution, il n'y avait plus pour elle qu'énervation et décadence. Alors accouraient les Barbares qui s'emparaient violemment de ce qu'il y avait de souffle vivant dans cette civilisation à l'agonie, et qui lui prêtaient, pour une transformation inespérée, leur vigueur primitive, la candeur brutale de leur enthousiasme.

C'était le génie même de l'association qui les stimulait à conquérir une initiation qui n'avait eu ni la volonté ni la puissance de se communiquer à eux. La lumière n'avait pas pénétré jusque dans leurs forêts et leurs montagnes, et tout-à-coup, poussés de Dieu même, ils se précipitaient de leurs repaires, chassant devant eux leurs ténèbres à travers la dévastation et la ruine. D'abord obscurci et presque éteint, le flambeau qu'ils avaient arraché à des mains languissantes, se ranimait à la robuste haleine de leurs poitrines, et brillait d'une clarté plus resplendissante.

Comme les Barbares d'autrefois, les Barbares modernes ont en eux la même furie divine. Témoins et artisans de la civilisation, ils convoitent une part dans la jouissance de tant de merveilles qu'ils l'aident à enfanter, ils veulent avoir, ils veulent savoir. Leur es-

prit a d'incroyables appétits de science, leur corps d'indiscibles aspirations au bien-être. La passion d'entrer dans cette société privilégiée qui confine par tous les points avec leur multitude innombrable est la passion qui les rend à la fois souples et mutins, doux et menaçants, et ce n'est pas sans raison qu'entendant leurs frémissements à ses portes, notre cité s'est écriée : *Voici les Barbares.*

Hé bien ! qui a préservé la civilisation moderne de l'irruption des Barbares ? La poudre à canon, arme à la fois inexpugnable et irrésistible.

Qui sauvera la société du coup d'état de ces barbares qui campent pêle-mêle avec elle et l'environnent et l'enlacent de leurs milliers de bras ? la vapeur.

La poudre a protégé en repoussant ; la vapeur appelle, rapproche, associe, et c'est ainsi que placée aux bornes de la cité bourgeoise et de la barbare populaire, elle devient le centre d'une cité nouvelle qui n'exclut personne, qui comprend tous les travailleurs.

Hélas ! la bourgeoisie fit d'abord un cruel usage de la vapeur contre le peuple. Les machines économisaient la force humaine, et la force humaine fut impitoyablement congédiée, puisqu'elle fabriquait moins vite. La vapeur a fait d'innombrables victimes.

C'est pourquoi, tout d'abord, le peuple se prit de rage contre les machines qui faisaient concurrence à ses bras. Il se révolta contre ces collaborateurs d'acier qui lui disputaient son salaire, auxquels l'ostensible vivant était sacrifié sans prévoyance. Il les maudit et les brisa. Mais bientôt il devint qu'il y a dans cette puissance nouvelle l'outil de son émancipation future, le gage d'un nouvel avenir. Ce même peuple dont les enfants battirent des mains en Égypte, aux ruines antiques de Thèbes, se laisse ravir, par un pressentiment poétique, vers les horizons mystérieux que le génie humain vient d'ouvrir à la société. D'abord, il s'était cru exproprié par la vapeur ; avec elle il se voit enrichi par une production exubérante, fruit d'un travail organisé sur une vaste échelle, conformément au principe sacré de l'association !

FAITS DIVERS.

Nous n'avons pas parlé d'une phrase malheureuse de M. Clément Thomas sur la croix d'honneur qu'il qualifia de *hochet de la vanité*. A ce sujet M. Napoléon Bertrand, capitaine de cavalerie, lui adressa une lettre fort vive dont nous n'avons pas fait mention. Qu'y a-t-il en tout cela qui intéresse la cause des travailleurs ?

Aujourd'hui les témoins de MM. Bertrand et Thomas se sont réunis à une heure. On parle d'un duel.

— On lit dans un journal : Hier matin un avis est parvenu à la commission exécutive, annonçant l'arrivée à Paris d'un personnage appartenant à l'une des branches déchues ; on nomme le prince de Joinville.

Les bureaux, les magasins et les remises des messageries Lafite et Caillard, soupçonnées d'avoir amené à Paris le personnage suspect, ont été minutieusement et inutilement visitées. Une nouvelle perquisition, non moins infructueuse, a eu lieu ce matin, et la police est à la campagne, dans la maison du conducteur plus spécialement inculpé.

On n'a encore découvert aucun indice qui pût justifier l'avis parvenu à la commission exécutive.

— On écrit de Berlin, le 4 juin :

Une solennité commémorative de la révolution a eu lieu aujourd'hui. Un immense cortège s'est rendu au cimetière de Friedrichshain, dernier asile de ceux qui sont morts pour la liberté. Les députés et les étudiants furent accueillis par les vivats de la foule. Le cortège était plus considérable que celui de l'enterrement des victimes à la journée du 22 mars.

Du reste, pas un soldat pour contenir le peuple ; pas de garde nationale non plus, si ce n'est celle du cortège. L'aspect de la foule était pacifique. On évalue le nombre des personnes qui ont assisté au cortège à 80,000.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 28.